

L'effacement de la France dans les Balkans

Dérens, Jean-Arnault

Veröffentlichungsversion / Published Version

Arbeitspapier / working paper

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Dérens, J.-A. (2010). *L'effacement de la France dans les Balkans*. (DGAP-Analyse Frankreich, 9). Berlin: Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-54964-1>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer Deposit-Lizenz (Keine Weiterverbreitung - keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

Terms of use:

This document is made available under Deposit Licence (No Redistribution - no modifications). We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document. This document is solely intended for your personal, non-commercial use. All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

DGAPanalyse

Frankreich

Forschungsinstitut der
Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik

November 2010 N° 9

L'effacement de la France dans les Balkans

Jean-Arnault Dérens



Deutsche Gesellschaft
für Auswärtige Politik e.V.

Die DGAPanalysen Frankreich erscheinen im Rahmen des Deutsch-französischen Zukunftsdialogs, eines Gemeinschaftsprojekts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik, des Institut français des relations internationales und der

Robert Bosch **Stiftung**

Herausgeber und Redaktion:
Claire Demesmay und Katrin Sold

Kontakt: Claire Demesmay <demesmay@dgap.org>

Herausgeber:

Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V. | Rauchstraße 17/18 | 10787 Berlin
Tel.: +49 (0)30 25 42 31-0 | Fax: +49 (0)30 25 42 31-16 | info@dgap.org | www.dgap.org | www.aussenpolitik.net
© 2010 DGAP

Die DGAP trägt mit wissenschaftlichen Untersuchungen und Veröffentlichungen zur Bewertung internationaler Entwicklungen und zur Diskussion hierüber bei. Die in den Veröffentlichungen geäußerten Meinungen sind die der Autoren.

Sommaire / Summary

Jean-Arnault Dérens

L'effacement de la France dans les Balkans

- Alors que la France et les Balkans entretiennent de longues relations, Paris ne mène aucune politique spécifique dans la région, pas plus aujourd'hui que durant les guerres balkaniques.
- Après la désintégration de la Yougoslavie, on observe un important mouvement de solidarité politique et humanitaire à l'égard de la Bosnie-Herzégovine – en rupture avec l'orientation traditionnellement pro-serbe de la France, celui-ci est soutenu par l'opinion publique et les médias français.
- Durant le conflit du Kosovo en 1999, sous la présidence de Jacques Chirac, la France prend part à l'offensive de l'OTAN sans ambition stratégique propre ; comme ses partenaires européens, elle soutient depuis l'an 2000 la transformation démocratique de la Serbie.
- Si la France est présente dans les Balkans au niveau diplomatique et culturel, la coopération reste faible sur les plans économique et politique. Paris partage la retenue de ses partenaires européens concernant le rapprochement des Etats des Balkans à l'UE.

The waning of France in the Balkans

- Although relations between France and the Balkans have existed for a long time, no specific French policy has been shaped in this area neither during the Balkan Wars nor nowadays.
- After Yugoslavia's disintegration, breaking away from its traditional policy, France developed a political and humanitarian active solidarity towards Bosnia-Herzegovina, which was strongly supported by public opinion and the media.
- During the Kosovo conflict in 1999, under Jacques Chirac's government, France took part in the NATO offensive without showing any national strategic ambition. After the year 2000, and in agreement with its European partners, France supported Serbia's transition to democracy.
- Although France is diplomatically and culturally present in the new Balkan states, cooperation with this area on political and economic matters is still weak. Nicolas Sarkozy's European policy of openness towards the Balkans is quite reserved, as is the case for his European partners.

Table de matières

Une orientation pro-serbe	5
Les ressorts de l'opinion publique	6
Le tournant chiraquien	6
La France au Kosovo	7
Face à la nouvelle Serbie	8
Une faible coopération bilatérale	9
Avec Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy, une nouvelle donne	10
La France et l'intégration européenne des Balkans occidentaux	11
Notes	11

L'effacement de la France dans les Balkans

par Jean-Arnault Dérens

Souvent accusée d'avoir été pro-serbe dans les années 1990, la France a pourtant participé à toutes les opérations civiles et militaires menées dans les Balkans par l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union européenne (UE), ainsi qu'à la campagne de bombardements aériens du printemps 1999 contre la République fédérale de Yougoslavie. Paris a même été l'un des plus fervents partisans de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, proclamée le 17 février 2008. Comme ses partenaires européens, elle s'engage aujourd'hui – mais sans enthousiasme excessif – en faveur de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux. Il est cependant de plus en plus difficile de distinguer les singularités d'une politique française dans la région.

Une orientation pro-serbe

Il a souvent été question d'un « lobby pro-serbe » au sein de la diplomatie, de l'armée et des milieux politiques français. Pour beaucoup de décideurs français durant les années cruciales de l'éclatement de l'ancienne fédération, les questions « yougoslaves » étaient chargées de multiples références. Le socialisme yougoslave et son modèle autogestionnaire a été l'une des sources d'inspiration majeure de certains secteurs de la gauche non-communiste, notamment des courants qualifiés de « deuxième gauche », dont était issu Michel Rocard, Premier Ministre de 1988 à 1991, puis premier secrétaire du Parti socialiste. Les courants gaullistes regardaient eux aussi le non-alignement avec sympathie, même si les relations directes entre le général Charles De Gaulle et le maréchal Josip Broz Tito sont toujours restées très froides. De même, les gaullistes se méfiaient fort de l'engagement du Mouvement des non-alignés, dans lequel la Yougoslavie de Tito jouait un rôle moteur, dans le soutien aux mouvements de décolonisation : les Non-alignés et la Yougoslavie ont soutenu le Front de libération nationale (FLN) algérien.

L'orientation pro-serbe de certains secteurs de la haute administration, de l'armée et de la classe politique française correspond en outre à la convergence de plusieurs traditions politiques. Une « vieille droite » française, de tradition souverainiste, conserve toujours la mémoire de l'alliance franco-serbe de la Première Guerre mondiale. Ce souvenir peut entrer en résonance avec des thématiques géopolitiques beaucoup plus actuelles, comme la confrontation avec le monde musulman, qui serait « instrumentalisée » par les États-Unis, et le rejet d'une construction européenne qui serait « dominée » par l'Allemagne. Le général Pierre-Marie Gallois,¹ considéré comme l'un des « pères » de la bombe atomique française, a publié plusieurs brûlots sur ces thèmes aux éditions franco-suisse L'Âge d'Homme, connues pour leurs positions pro-serbes très affirmées.

Au moment du conflit, l'extrême droite était pour sa part profondément divisée sur le sujet. Les guerres yougoslaves ont même cristallisé l'opposition entre les différents courants du Front national (FN). Alors que les cercles proches de l'intégrisme catholique s'engageaient résolument aux côtés de la Croatie catholique en guerre contre la « Serbie communiste », les courants dits « solidaristes » et les proches de Jean-Marie Le Pen, le président du FN, soutenaient la Serbie de Milošević « en lutte contre l'islam », l'« impérialisme américain » et le « nouvel ordre mondial ».²

L'orientation pro-serbe a également fédéré en France des courants « anti-impérialistes » et « euro-critiques », qui ont perçu les sécessions slovène, croate puis bosniaque comme des preuves de l'« impérialisme allemand »,³ soucieux de phagocytter l'Europe de l'Est post-communiste. Ce courant réunissait des personnalités politiques de gauche comme de droite. De même, le Parti communiste français a professé durant toutes les années 1990 une orientation « pro-yougoslave », tout en critiquant de plus en plus clairement le régime de Slobodan Milošević.

Quant à l'armée française, fortement présente dans toutes les missions militaires internationales déployées en ex-Yougoslavie, elle a parfois présenté un tropisme pro-serbe en Bosnie-Herzégovine. Face aux forces bosniaques, mal organisées, l'armée de Republika Srpska ressemblait davantage à une « véritable » armée professionnelle, et certains officiers français ont professé, plus ou moins discrètement, un racisme anti-musulman hérité de la guerre d'Algérie : il n'était pas rare d'entendre des militaires français évoquer les « Bosgnoules », contraction de « Bosniaque » et « bougnoule ».

Les ressorts de l'opinion publique

L'opinion publique a été un facteur important des évolutions de la politique française. La France a connu une forte mobilisation de solidarité avec la Bosnie-Herzégovine, réunissant des intellectuels célèbres, qui défendaient toutefois des options différentes : alors qu'Alain Finkielkraut a endossé un parti-pris clairement pro-croate,⁴ Bernard-Henri Lévy a défendu une option pro-bosniaque.⁵ Sous la plume du médiatique philosophe, les combattants bosniaques sont devenus des frères d'armes des défenseurs de la république espagnole, et le Président Ilija Izetbegović un nouveau héros de la tolérance. Cette divergence de points de vue s'est notamment exprimée lors des « fratricides » affrontements croato-bosniaques de 1993. Le philosophe Edgar Morin a quant à lui défendu une approche plus mesurée, critiquant les excès de tous les nationalismes et plaidant pour un dialogue avec les démocrates serbes.

Ces divergences se sont retrouvées dans le mouvement de solidarité impliquant plusieurs centaines de comités locaux à travers la France. Ces comités se vouaient à l'aide humanitaire, à l'accueil des (rares) réfugiés bosniaques accueillis en France, mais aussi à une action plus politique, notamment auprès des députés, souvent assaillis par les militants dans leur circonscription. Ces comités réunissaient des personnes d'horizons très divers : militants chrétiens, militants issus de l'extrême gauche aussi bien que de la « deuxième gauche » rocardienne, etc. La dénonciation de l'« impuissance occidentale et européenne » et surtout du « cynisme mitterrandien »⁶

faisait largement consensus, même si les comités se divisaient sur les options stratégiques : fallait-il réclamer la levée de l'embargo sur les armes, qui pénalisait prioritairement les Bosniaques ? Exiger une action militaire contre les Serbes de Bosnie et/ou la Serbie de Milošević ?

Le rôle des médias a naturellement été capital, même si l'orientation globale de la presse française a connu des inflexions notables au cours de la période. Au début des années 1990, des quotidiens comme *Libération*, *Le Figaro* ou *Le Monde* tenaient à garder une prudente neutralité. C'est surtout à partir du printemps 1992 que les exactions commises par les forces serbes en Bosnie orientale, rapportées par quelques journalistes comme Hélène Despic-Popovic (*Libération*) ou Florence Hartmann (*Le Monde*), ont radicalement modifié la perception du conflit. Une jeune génération de journalistes a fait ses armes dans les conflits yougoslaves, embrassant presque toujours un point de vue très hostile au régime de Belgrade.

La mobilisation de la presse a atteint son paroxysme, en France comme ailleurs en Europe et dans le monde, durant la guerre du Kosovo. Toute voix critique devenait inaudible, les Albanais étaient érigés en icônes de la souffrance universelle. Cependant, cette mobilisation exceptionnelle de la presse s'inscrivait dans le cadre d'une véritable propagande de guerre de l'OTAN,⁷ tout en jouissant d'un très large consensus au sein de la classe politique.

Le tournant chiraquien

C'est au moment le plus noir de la guerre de Bosnie que Jacques Chirac a été élu président de la République, en mai 1995. Dans sa campagne, les thèmes de politiques étrangères ont été très peu présents, et le candidat lui-même a davantage évoqué la guerre de Tchétchénie que celle des Balkans. Toutefois, dans les pages de son journal politique et littéraire, *La Tentation de Venise*,⁸ son futur Premier ministre, Alain Juppé, avait consacré plusieurs pages à la situation dans les Balkans. Jacques Chirac a affiché une volonté d'action, condamnant en termes assez explicites l'attentisme qui avait prévalu jusqu'à son élection.

Jacques Chirac a précisément pris ses fonctions alors que la guerre entraînait dans son tournant décisif : le massacre de Srebrenica a été perpétré le 11 juillet, la Croatie a lancé début août l'opération Tempête et reconquis les régions sécessionnistes serbes de Croatie. La contre-offensive croato-bosniaque, soutenue par les États-Unis, s'est poursuivie et a rapidement menacé toutes les positions serbes en Bosnie-Herzégovine. Le 25 août, un nouvel obus est tombé sur le marché de Sarajevo, tuant 38 personnes. L'OTAN a alors décidé de réagir et, du 29 août au 5 septembre, lancé une courte mais efficace campagne de bombardements aériens contre les positions serbes. Cette précipitation des événements militaires a permis d'enclencher le processus menant aux accords de paix, négociés en novembre dans la base militaire américaine de Dayton (Ohio), et ratifiés à Paris, le 14 décembre 1995⁹ – ce qui rehaussait le statut de « garant des accords de paix » de la France.

Pour Paris cependant, un autre dossier compliqué s'est présenté durant cette période. Le 30 août 1995, un Mirage 2000 de l'armée française a été abattu en Bosnie. Les deux pilotes s'en sont certes sortis indemnes, mais ont été arrêtés par les forces serbes de Bosnie. Jacques Chirac a alors mandaté Jean-Charles Marchiani, haut fonctionnaire qui avait informé le président que les militaires étaient en vie, contrairement aux informations qu'avaient les services officiels, pour mener des négociations parallèles. Ce dernier a fait appel aux réseaux du sulfureux homme d'affaires Arcadi Gaydamak, lui-même ancien agent du KGB.

Cette crise des otages a alimenté en France de longues polémiques sur la « diplomatie secrète » du président Chirac, ce qui est d'autant plus remarquable que l'attitude des officiers supérieurs français au sein des forces de la FORPRONU durant la tragédie de Srebrenica n'a quant à elle jamais été sérieusement examinée.¹⁰ Malgré la création d'une commission d'enquête parlementaire, l'attitude et les choix stratégiques des généraux français qui commandaient alors les forces de l'ONU n'a pas fait l'objet d'un examen critique, comparable à celui mené aux Pays-Bas.

La France au Kosovo

La France a-t-elle essayé de mener une politique spécifique durant la crise du Kosovo ? Le numéro deux de la mission d'observation (KVM) déployée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à partir du mois d'octobre 2008 dans la province méridionale serbe était l'ambassadeur français Gabriel Keller. Alors que le chef de la KVM, le général américain William Walker, avait la claire mission de préparer le terrain à une opération militaire, son adjoint français a essayé de repousser cette issue, en maintenant des canaux de dialogue avec Belgrade. Durant toute cette période cruciale, il n'y a pas eu de politique spécifique et cohérente de l'UE. À côté des réserves de la France, la Grande-Bretagne de Tony Blair a calqué sa position sur l'interventionnisme américain. De toute manière, l'initiative des bombardements, déclenchés le 24 mars 1999, appartenait exclusivement à l'OTAN, sans que d'autres organisations internationales – pas plus l'UE que l'ONU – n'aient été formellement sollicitées.

Il a souvent été dit que le président Chirac serait intervenu auprès des autres dirigeants de l'Alliance pour limiter la portée des bombardements et épargner certaines cibles civiles, notamment au Monténégro. Cela ne remet pas en cause l'engagement militaire de la France ni sa solidarité politique avec l'OTAN, tandis que l'opinion était fortement mobilisée en faveur d'une guerre présentée comme juste et préventive.

Il est cependant fort significatif que le commandement régional des troupes de l'OTAN dans le Nord du Kosovo soit revenu à la France : cette zone inclut le secteur serbe homogène contigu à la Serbie, entré dans une logique de quasi-sécession depuis juin 1999. Les stratèges de l'OTAN ont pensé que la présence de soldats français, perçus comme des amis historiques de la Serbie, serait plus facilement acceptée que celle de soldats américains, britanniques ou allemands. Le souvenir de la fraternité d'armes franco-serbe des deux dernières guerres mondiales était en effet très vivace au sein de la population serbe du Kosovo, qui a pourtant perçu la participation française aux bombardements de l'OTAN comme une trahison d'autant plus

inacceptables. L'armée française et ses services de renseignement ont néanmoins utilement contribué à désamorcer certaines tensions, tandis que les programmes de coopération civile de l'armée ont pu réaliser un certain nombre de programmes. Il serait cependant exagéré d'évoquer de trop fortes spécificités de la présence militaire française au Kosovo, d'autant que la communauté serbe tire un bilan particulièrement sévère du mandat de Bernard Kouchner au Kosovo.

Ce dernier a été le représentant spécial du secrétaire général et chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK) d'août 1999 à janvier 2001. Critiqué par les Serbes du Kosovo et par Belgrade pour une politique qui aurait été trop pro-albanaise, Kouchner avait cependant été placé à la tête d'une mission sans feuille de route clairement définie ni moyens d'action bien établis. Dans ces conditions, il a dû prendre beaucoup de décisions dans l'improvisation.¹¹ En théorie, Kouchner n'était placé que sous la responsabilité du secrétaire général Kofi Annan et du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans les faits, il devait aussi tenir compte des consignes venant de Paris – alors que ses relations avec le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine n'étaient pas toujours confiantes – et de la politique de tous les partenaires de la France, notamment européens.

Durant ces années, le Kosovo était une véritable ruche où se croisaient des émissaires politiques et agents secrets de tous les pays du monde. La structure même de la MINUK associait des organisations internationales ayant des différents et assez peu d'expérience de travail en commun (Agence européenne de la reconstruction, OSCE, etc).¹² Ces contradictions ont éclaté en plein jour lors des émeutes de 2004, après le départ de Kouchner.

Face à la nouvelle Serbie

La victoire de l'insurrection démocratique serbe du 5 octobre 2000 a été saluée par l'ensemble des diplomates occidentales, du reste pas toujours bien préparées à un changement aussi brusque et relativement inattendu. Dès le 14 octobre, le nouveau président yougoslave Vojislav Koštunica a été

accueilli en héros au Sommet européen de Biarritz. L'Europe voulait ouvrir les bras à la « nouvelle Serbie ». Le président Chirac s'est lui-même rendu en visite officielle en Serbie en décembre 2001, un an après la « révolution démocratique ». À cette occasion, il a également rencontré le président monténégrin, Milo Djukanović, qui entretenait toujours des relations très tendues avec la Serbie.

Alors que les Occidentaux soutenaient fortement le Monténégro tant qu'il s'opposait au régime de Slobodan Milošević, ils ont vu d'un mauvais œil les velléités sécessionnistes du petit pays à partir de la chute de ce dernier, en octobre 2000. Les aides versées à Podgorica ont alors connu une baisse drastique, mettant en danger le budget public, et Jacques Chirac a été officieusement mandaté par ses partenaires européens pour convaincre Djukanović de se rallier à une collaboration plus positive avec Belgrade.

Durant plus de cinq années, les diplomates européens ont tenté de surseoir à une sécession monténégrine, rejetant longtemps l'option d'un référendum (les diplomates français en poste de la région répétaient alors volontiers que « les voies référendaires étaient toxiques »). Le petit Monténégro a eu le sentiment d'avoir été abandonné par ceux qu'il considérait comme ses protecteurs occidentaux. Les clauses négociées lors de l'accord de Belgrade (4 février 2003) ont néanmoins permis la tenue d'un référendum, finalement organisé le 22 mai 2006, sous conditions particulières,¹³ qui n'ont pas empêché le Monténégro de restaurer son indépendance.

Durant plusieurs années, les diplomates français ont affiché un soutien sans faille à Vojislav Koštunica, même dans le bras de fer permanent qui l'opposait au Premier Ministre serbe Zoran Djindjić. L'assassinat de ce dernier, le 12 mars 2003, a plongé la Serbie dans une longue crise politique. Aucune perspective ne semblait se dégager durant ces années sombres : ralentissement des réformes, blocage du processus de rapprochement européen, dossiers longtemps « gelés » du Kosovo et du Monténégro. Paradoxalement, c'est dans un contexte marqué par l'indépendance du Monténégro et la proclamation d'indépendance du Kosovo que la

Serbie a réussi à sortir de cette crise, en exprimant un choix politique clair en faveur de l'intégration européenne (victoire de la coalition « Pour une Serbie européenne » aux élections du 11 mai 2008).

Une faible coopération bilatérale

La France a-t-elle défendu au cours des dernières décennies des intérêts particuliers dans les pays des Balkans ? Les acteurs économiques français ont toujours été singulièrement discrets dans la région, à la seule exception de la Serbie, important marché où plusieurs grandes entreprises françaises (par exemple Lafarge et Bouygues dans le domaine des travaux publics) ont fortement pénétré, mais uniquement après 2000. Il a souvent été dit que Bernard Kouchner aurait favorisé certaines entreprises durant son mandat au Kosovo, notamment la firme de téléphonie Alcatel, mais le bilan final est là aussi maigre, car aucune autre entreprise française ne s'est implantée au Kosovo de façon durable.

À quelques rares exceptions près – le secteur bancaire avec la Société générale et, dans une moindre mesure, le Crédit agricole, la distribution avec Interex –, les entreprises françaises sont presque totalement absentes de la plupart des pays de la région (Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, Albanie, etc). Cela s'explique probablement par un manque d'ouverture à l'international de ces entreprises, notamment des petites et moyennes entreprises, ainsi que par la faible importance des diasporas balkaniques en France. La compagnie Air France, pour sa part, ne dessert que très peu la région. Elle n'assure des vols que vers Zagreb et Belgrade, respectivement en partenariat avec les compagnies nationales Croatian Airlines et JAT Airways. Il n'existe aucun vol direct entre Paris et Sarajevo, Skopje, Pristina ou Tirana, tandis que les vols vers Podgorica sont assurés par Montenegro Airlines.

La France possède un réseau culturel particulièrement riche à travers le monde. Dans l'ancienne Yougoslavie, il existait ainsi des centres culturels français à Belgrade, Zagreb, Ljubljana et Skopje. S'il n'y avait pas de présence culturelle française avant la guerre en Bosnie-Herzégovine, un centre culturel de droit privé, le Centre André Malraux, a été créé

en 1994, en pleine guerre. À ce réseau, il convient d'ajouter celui des Alliances françaises, institutions indépendantes de droit local, mais fortement financées par la France. Ce réseau s'est encore densifié ces dernières années, notamment en Croatie et en Macédoine. Pour ce dernier pays, l'adhésion à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a conduit la France à ouvrir, en 1997–1998, des Alliances françaises à Tetovo et Bitola, ainsi que des classes bilingues dans plusieurs villes. Faut de moyens financiers, le réseau des classes bilingues s'est, depuis, considérablement réduit.

Un Centre culturel français a en outre été ouvert en 1997 à Podgorica. Officiellement dépendant de Belgrade, doté de très faibles moyens, ce centre répondait surtout à la volonté politique de montrer une présence au Monténégro. Après 2000, la France a également envoyé dans le pays un correspondant diplomatique détaché de Belgrade. Depuis l'indépendance du petit pays, en 2006, les crédits affectés au centre culturel français de Podgorica semblent avoir été revus à la baisse d'année en année (de plus de 30 % en 2009), même si sa fermeture n'est pas officiellement envisagée.

La France conserve également des chancelleries diplomatiques dans tous les pays de la région et a ouvert des ambassades dans les deux derniers pays à avoir proclamé leur indépendance, le Monténégro et le Kosovo. Dans la répartition en trois catégories des ambassades françaises, les postes des Balkans demeurent des ambassades « à missions prioritaires », à la seule exception du Monténégro, simple « poste de présence diplomatique ».¹⁴

Partout dans la région, la pratique de la langue française est en forte régression, même si plusieurs pays ont rejoint l'OIF : l'Albanie et la Macédoine, ainsi que la Serbie, qui n'a encore toutefois qu'un statut d'observateur. La France affiche son engagement en faveur de la francophonie, mais cette politique est souvent purement rhétorique. Ainsi, les autorités françaises n'ont-elles jamais apporté de soutien résolu au seul média francophone couvrant l'ensemble de la région, *Le Courrier des Balkans*, créé en 1998. De même, très peu d'étudiants des pays des Balkans peuvent obtenir des bourses pour venir étudier en France.

La coopération bilatérale entre la France et les pays des Balkans demeure d'un faible niveau, que cela soit au niveau étatique ou au niveau des collectivités territoriales. Dans un contexte de réduction drastique des crédits du ministère des Affaires étrangères, priorité est officiellement donnée aux programmes de coopérations des collectivités locales, mais avec encore très peu des réalisations concrètes. Deux régions françaises ont engagé une coopération décentralisée avec des pays des Balkans (la Basse-Normandie avec la Macédoine, et l'Auvergne avec la Bosnie-Herzégovine), mais la coopération française dans la région demeure bien plus faible que celle d'autres pays, comme l'Allemagne ou l'Italie.

Avec Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy, une nouvelle donne

À quelques jours du second tour des élections présidentielles de mai 2007, une responsable de la diplomatie serbe nous confiait : « j'espère que Nicolas Sarkozy sera élu car, si la gauche gagne, Bernard Kouchner sera ministre et ce sera très mauvais pour la Serbie ». Quelques jours plus tard, Nicolas Sarkozy était élu et nommait Bernard Kouchner ministre des Affaires étrangères... Ce dernier est-il antiserbe ? Une telle question est sûrement mal posée. Toutefois, le fait est que la France, avec l'élection de Nicolas Sarkozy, a opéré un important virage stratégique, en adoptant une attitude très atlantiste, ce qui marque une rupture claire avec la politique de François Mitterrand et même de Jacques Chirac, que l'on savait très réservé sur les bombardements du printemps 1999.

En février 2008, la France a ardemment soutenu la « déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo » et l'ambassadeur français à Pristina a été l'un des premiers à reconnaître le nouvel État. Le premier chef de la mission européenne déployée au Kosovo, Eulex, a été le général français Yves de Kermabon, nommé en février 2008. Critiqué de toute part, notamment par les Américains, il sera remplacé à l'automne 2010 par un autre général français en retraite, Xavier Bout de Marnhac. Il est cependant difficile de distinguer une singularité de la politique française dans la région.

La diplomatie française demeure très discrète, voire atone, en Croatie comme en Bosnie-Herzégovine ou en Albanie. En réalité, Paris semble n'accorder d'importance qu'à Belgrade et Pristina. Au printemps 2009, le président serbe, Boris Tadić, et le Premier Ministre du Kosovo, Hashim Thaçi, se sont succédés à quelques jours d'intervalle à Paris :¹⁵ les dirigeants français se sont contentés de donner, à l'un comme à l'autre, de bonnes paroles sur l'engagement de la France en faveur de l'intégration européenne des Balkans. La France a toutefois signé un « accord de partenariat stratégique » avec la Serbie, qui devrait favoriser le développement des relations économiques entre les deux pays. Cette volonté de développer les relations économiques est notamment soutenue par le groupe d'amitié parlementaire avec la Serbie, assez actif à l'Assemblée nationale, et présidé par Jean-Pierre Dufau, député socialiste des Landes. Un voyage officiel de Nicolas Sarkozy en Serbie est envisagé, sans qu'aucune date n'ait encore été officiellement envisagée.

Le ministre des Affaires étrangères a effectué les 1er et 2 mars 2010 une visite à Belgrade et Pristina, émaillée par un étonnant dérapage dans l'enclave serbe de Gračanica. Interrogé sur les soupçons de trafic d'organes évoqués par l'ancienne procureure générale du TPIY, Carla Del Ponte, Bernard Kouchner a insulté un journaliste serbe.¹⁶ En outre, la France s'est singularisée sur un dossier assez inattendu, celui du contentieux opposant la République de Macédoine (FYROM) à la Grèce : par la voix du président Sarkozy, qui s'est personnellement engagé sur ce dossier, Paris a affiché un soutien déterminé aux positions d'Athènes.¹⁷

La France et l'intégration européenne des Balkans occidentaux

Depuis le Sommet européen de Thessalonique en juin 2003, tous les pays des Balkans occidentaux ont une « vocation » reconnue à rejoindre un jour l'Union européenne. En la matière, la France partage l'approche de ses partenaires européens, sans qu'il soit aisé de déceler une singularité de ton ou de pratiques. De ce point de vue, la présidence française de l'UE au second semestre 2008 n'a pas

vu d'avancées significatives, hormis le dépôt de la candidature monténégrine, « arrachée » par Milo Djukanović lors de sa visite à Paris en décembre.

La France a soutenu la levée du régime des visas pour les ressortissants de Macédoine, du Monténégro et de Serbie, effective depuis le 19 décembre 2008. Elle a également exprimé son soutien au dépôt de candidature de la Serbie en décembre 2009, tandis que la visite du président Tadić à Paris au printemps 2009 avait été l'occasion d'évoquer un « nouveau partenariat » entre la France et la Serbie, dont le contenu réel demeure encore très flou. Vu de Belgrade, toutefois, la France demeure un partenaire privilégié au sein de l'UE, au moins en raison des relations historiques entre les deux pays. Pour le reste, Paris semble revenu à une politique fort discrète sur la question cruciale de l'élargissement – avant tout en raison de la crise institutionnelle de l'UE.

En avril 2009, le ministre Kouchner s'est rendu en Bosnie-Herzégovine, en compagnie des ses homologues tchèques et suédois, expliquant en substance à ses interlocuteurs bosniens que « tout dépendait d'eux » et de leur capacité à mener à bien les réformes attendues depuis longtemps.¹⁸ Il semble bien que la France partage le pessimisme de ses partenaires européens sur le dossier bosnien et l'incapacité de ce pays à se réformer.

Sur le plan interne, le gouvernement français table sur une hostilité supposée de l'opinion à un nouvel élargissement. En réalité, les Balkans ont largement disparu de l'agenda politique français, tandis que cette région ne constitue en aucune façon une priorité pour les entreprises françaises.

Jean-Claude Dérens est le fondateur et le rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, et collabore régulièrement au *Monde diplomatique*.

Notes

- 1 Pierre-Marie Gallois, *Le Soleil d'Allah aveugle l'Occident*, Lausanne/Paris 1995.
- 2 Le courant « pro-croate » de l'extrême droite s'exprimait notamment dans les journaux d'extrême droite *Minute* et *Présent*, le courant « pro-serbe » dans l'organe officiel du Front National, *National Hebdo*.
- 3 Ainsi, par exemple, le quotidien *L'Humanité*.
- 4 Alain Finkielkraut, *Comment peut-on être Croate ?*, Paris 1992.
- 5 Bernard-Henri Lévy, *Le lys et la cendre*, Paris 1996.
- 6 Ces positions sont notamment exprimées dans le journal des « Comités Bosnie », *Citoyens, citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine* (1994–1999).
- 7 Serge Halimi und Dominique Vidal, *L'opinion, ça se travaille* (les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo), Marseille 2000.
- 8 Alain Juppé, *La tentation de Venise*, Paris 1993.
- 9 Marianne Ducasse-Rogier, *À la recherche de la Bosnie-Herzégovine. La mise en œuvre de l'accord de paix de Dayton*, Paris 2003.
- 10 Le bataillon néerlandais présent à Srebrenica était placé sous la responsabilité supérieure d'officiers français, notamment le général Bernard Janvier, commandant de la FORPRONU.
- 11 Jean-Arnault Dérens, *Le piège du Kosovo*, Paris 2008.
- 12 Odile Perrot, *Les équivoques de la démocratisation sous contrôle international. Le cas du Kosovo (1999–2007)*, Paris 2007.
- 13 Selon les conditions négociées, au nom de l'UE, par le diplomate slovaque Miroslav Lajcak, il fallait que 55 % au moins des électeurs se prononcent en faveur de l'option de l'indépendance pour que celle-ci soit validée.
- 14 Lire Franck Renaud, *Les diplomates. Derrière la façade des ambassades de France*, Paris 2010.
- 15 Lire « Boris Tadić à Paris: un nouveau départ pour les relations franco-serbes », in: *Le Courrier des Balkans*, 29.5.2009.
- 16 Lire « Kosovo: Kouchner voit rouge, « j'ai une tête à vendre des organes, moi ? » », in: *Le Courrier des Balkans*, 4.3.2010.
- 17 Sarkozy : « la France a choisi la Grèce », in: *Le Courrier des Balkans*, 9.6.2008, <<http://balkans.courriers.info/article10647.html>>.
- 18 Sur le ralentissement du processus d'élargissement, lire Jean-Arnault Dérens, *Interminables fiançailles entre l'Europe et les Balkans*, in: *Le Monde Diplomatique*, novembre 2009.